

Prométhée

Journal communiste militant pour la Construction du Parti pour le Socialisme

La contre-réforme des retraites ne doit pas passer !

Les élections régionales des 14 et 21 mars ont clairement manifesté un vote sanction contre le gouvernement Sarkozy et sa politique. Le résultat est l'expression d'une opposition à toutes les contre-réformes déjà effectuées ou en prévision. La population laborieuse ne supporte plus cette politique totalement au service des banquiers et des actionnaires. Elle a exprimé un rejet d'une politique de régression sociale et de casse des services publics dont la seule obsession est d'appliquer les dogmes libéraux des traités de l'Union européenne.

C'est un fait politique majeur qui a aussi une dimension européenne immédiate. Les bourgeoisies européennes se déchirent sur les politiques à adopter pour affronter la faillite et distribuer les coûts de la dévalorisation du capital. Les élections régionales en France mettent en lumière la crise politique de l'Union européenne qui atteint maintenant le sarkozysme, et la volonté des travailleurs de ne pas rester dans la passivité. Les grèves et manifestations en Grèce sont le point le plus avancé de ce processus.

Les travailleurs et la jeunesse ont utilisé le vote pour les listes PS, Europe écologie et Front de gauche ou se sont abstenus. Dans les deux cas, le résultat est le même : c'est un non à toutes les mesures prises par le gouvernement. Tous les ministres tête de liste ont été battus. La débandade de l'UMP, qui est aujourd'hui le « parti unique » la bourgeoisie, est générale. Bien qu'ils prennent acte de leur défaite, tous les porte-voix de la « majorité » présidentielle affirment leur intention de poursuivre une politique soumise aux exigences du capital. La caricature de remaniement ministériel montre que le gouvernement est dans une impasse.

De son côté le FN tire profit de l'incapacité de Sarkozy à maîtriser la crise et surtout engrange les dividendes de la campagne gouvernementale sur l'identité nationale, qui a remis sur le devant de la scène les pires thèses xénophobes et chauvines.

Certains colportent que le fort taux d'abstention signifie un rejet de tous les partis politiques. Ce faisant,

ils laissent entendre qu'il n'y a pas d'issue et que la politique de Sarkozy doit s'appliquer inexorablement. La réalité est sensiblement différente. L'abstention ouvrière et populaire est le résultat de la politique des directions du PS, d'Europe écologie et du Front de gauche qui n'ont pas donné à leur campagne une claire orientation contre le gouvernement Sarkozy et sa politique. Elle traduit une défiance vis-à-vis de ces directions mais aussi une certaine désorientation.

L'absence de campagne politique sur un projet clairement défini a empêché le NPA de tenter de contrecarrer cette tendance qui, de fait, interdit aux travailleurs, votants ou abstentionnistes, de combattre dans l'unité afin d'en finir avec le gouvernement. LO a continué sa politique habituelle d'adaptation à la passivité de la gauche institutionnelle.

La question du gouvernement est posée !

Le capitalisme est atteint par une crise sans précédent, cette dernière exige de ré-ordonner la société pour le seul profit des exploités. La marque de fabrique de ce processus est la liquidation des conquêtes sociales et spécialement des retraites. Ainsi le préambule de la programmation pluriannuelle des finances publiques annonce la couleur : réduction drastique des dépenses publiques. Le texte est sans ambiguïté : « *La stratégie des finances publiques porte non seulement sur le champ de l'Etat, couvert par la loi de finances, et de la Sécurité sociale, couvert par la loi de financement de la Sécurité sociale, mais aussi sur les collectivités territoriales, l'assurance-chômage et les régimes complémentaires de retraites, soit près de 1 000 milliards d'euros de dépense publique* » [1]. Cette stratégie est également celle impulsée par l'Union européenne. En Grèce, au Portugal, en Espagne les gouvernements « socialistes » s'attaquent aux retraites pour satisfaire les exigences du capital.

En France, le gouvernement Sarkozy aborde cette phase de la lutte des classes en situation de crise politique ouverte. En ce qui les concerne, les dirigeants du PS, d'Europe écologie et du Front de gauche se placent ouvertement dans la perspective de la préparation

des échéances prévues en 2012. Ce qui les conduit à demander à Sarkozy de prendre en compte le verdict des régionales en modifiant sa politique. Une pure vue de l'esprit comme l'atteste la réponse de Fillon aux députés de gauche. Certes la taxe carbone est gelée, mais pas les contre-réformes concernant les retraites et les collectivités territoriales.

Actuellement, la bourgeoisie est à la recherche d'une hypothétique solution de rechange. De Villepin, espérant que tout le monde a oublié son projet de CPE défait par la mobilisation de la jeunesse, s'affiche comme un recours possible à droite. Va-t-on laisser la bourgeoisie reprendre son souffle? Les effets de la crise du capitalisme et la poursuite de la politique de Sarkozy imposent de dire le plus nettement du monde qu'il est hors de question d'attendre 2012. Au soir du 21 mars, la situation politique n'est plus celle de 2007. Il faut le dire avec force : le Président, son gouvernement et sa majorité parlementaire sont illégitimes. La question du gouvernement est donc posée : Dehors Sarkozy !

Dans immédiat, le mot d'ordre central est : la contre-réforme des retraites ne doit pas passer. Cela demande de

rompre avec la voie sans issue de 2009 : journées d'action sans revendications précises, dialogue social avec le gouvernement. Les directions syndicales doivent également cesser toute participation au Conseil d'orientation des retraites, lieu où s'élabore le diagnostic partagé prélude à la contre-réforme voulue par Sarkozy.

Les travailleurs doivent compter sur leur capacité collective pour s'organiser, se mobiliser et intervenir. C'est à travers leur intervention indépendante qu'ils pourront défendre leurs revendications politiques démocratiques et sociales, leur programme pour sortir de la crise capitaliste.

A la lumière de ce qui se passe en Grèce, en Espagne et au Portugal la question la question doit être posée au niveau de toute l'Union européenne : Vaincre le gouvernement Sarkozy sur les retraites, c'est vaincre le gouvernement « socialiste » grec sur son plan de rigueur

Battons le fer quand il est chaud !

Prométhée

1.- <http://www.performance-publique.gouv.fr>



Les militants et les militantes communistes qui rédigent ce journal contribuent à :

- Démontrer que le capitalisme n'est pas la fin de l'histoire.
- Reforger une conscience politique du prolétariat sévèrement mise à mal par l'expérience des Etats dits "socialistes" et par le triste bilan des gouvernements de "gauche".
- Affirmer et défendre, en toutes circonstances, l'indépendance politique du prolétariat vis-à-vis de la bourgeoisie.
- Promouvoir la nécessaire libération du capitalisme en réaffirmant que "l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes".
- Faire émerger l'indispensable unité internationale du prolétariat pour en finir avec la mondialisation et ses guerres impérialistes.
- Militer pour l'organisation du prolétariat "en classe et donc en parti politique".



Site Internet : <http://promcomm.wordpress.com>

Prenez contact avec nous, Participez à nos activités :
promcomm@gmail.com

Directeur de la publication : Emile Fabrol - ISSN : 1142-2254